

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE



ComUE Lyon Saint- Etienne

**SERVICES D'ASSURANCE CONSTRUCTION
– PROJETS DIVERS**

LOT 2 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

**Cahier des Clauses Techniques
Particulières**

Table des matières

ARTICLE 0 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
TITRE I - DEFINITIONS	4
ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR ET SOUSCRIPTEUR	4
1.1 Indépendance des opérations et calcul des primes	4
ARTICLE 2 : ASSURES	4
ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHE ET CONSISTANCE DES RISQUES	5
ARTICLE 4 : BIENS ASSURES.....	5
4.1 - Ouvrages neufs :	5
4.2 - Ouvrages existants.....	5
ARTICLE 5 : DOMMAGES MATERIELS	6
ARTICLE 6 : SINISTRE	6
ARTICLE 7 : REPARATION	6
ARTICLE 8 : DEFINITION DE LA FRANCHISE	6
ARTICLE 9 : PERIODE DE CONSTRUCTION.....	6
ARTICLE 10 : RECEPTION	7
ARTICLE 11 : PERIODE DE MAINTENANCE.....	7
TITRE II - ETENDUE DES GARANTIES	7
ARTICLE 12 : GARANTIES.....	7
12.1 - Dommages aux biens assurés.....	7
12.2 - Garanties complémentaires.....	8
12.3 Disposition particulière	9
ARTICLE 13 : EXCLUSIONS.....	9
TITRE III – FONCTIONNEMENT DES GARANTIES	12
ARTICLE 14 : MONTANT DES GARANTIES	12
14.1 Dommages aux biens assurés.....	12
14.2 Garanties complémentaires	12
14. 3 Reconstitution de garantie	13
ARTICLE 15 : MODALITES D'APPLICATION DE LA FRANCHISE	13
ARTICLE 15 : PRISE D'EFFET DES GARANTIES.....	13
ARTICLE 16 : DUREE DES GARANTIES.....	13
16.1 Pendant la période en cours de construction / réhabilitation.....	13
16.2 Pendant la période de maintenance	14
ARTICLE 17 : RESILIATION	14
17.1 Modalités de résiliation	14
17.2 Renonciation à la résiliation après sinistre.....	14

17.3 Continuité de la garantie	14
ARTICLE 18 : PRIME.....	14
18.1 Détermination de la prime	14
18.2 Variation de la prime	14
18.3 Modalités de règlement de la prime	15
ARTICLE 19: SINISTRE.....	15
19. 1 Déclaration du sinistre	15
19.2 Expertise	16
19.3 Règlement des indemnités	16
19.4 Abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.....	16
19.5 Recours	16
ARTICLE 20 : PRESCRIPTION	17
ARTICLE 21 : DROIT DE COMMUNICATION ET DE RECTIFICATION	17
ARTICLE 22 : CO-ASSURANCE	17

ARTICLE 0 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En préambule, l'assureur déclare avoir eu connaissance de tous les renseignements nécessaires à une juste appréciation des risques, et avoir été en mesure de solliciter toute précision utile. Il accepte de garantir l'assuré selon les principes de ce cadre de garantie.

TITRE I - DEFINITIONS

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR ET SOUSCRIPTEUR

Dans le cadre du présent accord-cadre, la ComUE Lyon Saint-Étienne intervient, pour certaines opérations, en qualité de maître d'ouvrage délégué pour le compte d'établissements membres et associés (bénéficiaires), dans le cadre de conventions de mandat conclues à cet effet.

Les opérations concernées par une maîtrise d'ouvrage déléguée sont précisées, le cas échéant, dans les bons de commande émis sur le fondement du présent accord-cadre.

Pendant la durée de validité de la convention de mandat, la ComUE Lyon Saint-Étienne est ainsi le représentant de l'établissement maître d'ouvrage de l'opération concernée. En conséquence il est l'interlocuteur de l'assureur pour l'exécution du marché, notamment pour la souscription des garanties, les déclarations et le suivi des sinistres.

À l'issue de la convention de mandat, quelle qu'en soit la cause, la qualité d'interlocuteur de l'assureur revient de plein droit à l'établissement maître d'ouvrage, sans que cela n'affecte la validité des garanties d'assurance souscrites au titre des opérations concernées.

En cas de résiliation anticipée de la convention de mandat, ce transfert d'interlocution s'opère à compter de la date d'effet de ladite résiliation. L'assureur est alors tenu de poursuivre l'exécution des garanties directement avec l'établissement maître d'ouvrage.

La ComUE informe l'assureur, par écrit, de la fin ou de la résiliation anticipée de la convention de mandat, en lui communiquant l'identité et les coordonnées de l'établissement maître d'ouvrage.

1.1 Indépendance des opérations et calcul des primes

Chaque opération (construction neuve ou réhabilitation) constitue une unité de risque autonome et indépendante.

La sinistralité constatée sur une opération ou au sein d'un établissement bénéficiaire n'a aucune incidence sur les conditions tarifaires (taux, franchises) des autres opérations. L'assureur s'engage à tarifier chaque projet uniquement sur ses propres critères techniques, sans aucune mutualisation des risques entre les différents établissements bénéficiaires.

ARTICLE 2 : ASSURES

La présente assurance est souscrite tant pour le compte du souscripteur que pour le compte de qui il appartiendra, conformément à l'article L.112-1 du Code des assurances, notamment pour le compte de tous les assurés, présents ou futurs, participant à l'opération, qu'ils soient ou non désignés nominativement dans la police.

Sont notamment considérés comme assurés :

- Le maître d'ouvrage (l'établissement public bénéficiaire désigné au bon de commande), ainsi que, le cas échéant, le maître d'ouvrage délégué, dès lors que le sinistre trouve son origine dans un fait survenu pendant la période de validité des garanties ;
 - Les architectes, maîtres d'œuvre, bureaux d'études techniques, ingénieurs-conseils et, d'une manière générale, tous prestataires intellectuels liés au maître d'ouvrage ou à son mandataire ;
 - Les entrepreneurs titulaires de marchés de travaux, leurs cotraitants et leurs sous-traitants, intervenant dans la réalisation de l'opération ;
 - Les fournisseurs, fabricants et négociants, lorsqu'ils interviennent directement sur le site des travaux ou participent à la réalisation ou à la mise en œuvre des ouvrages ;
 - Le contrôleur technique ;
 - Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, l'assistant à maîtrise d'ouvrage, le conducteur d'opération, ainsi que tout autre intervenant lié à l'opération ;
 - D'une manière générale, toute personne physique ou morale intervenant dans la conception, la réalisation ou la mise en œuvre de l'opération, dès lors que le coût de son intervention est inclus dans le montant prévisionnel déclaré de l'opération.
- Tous les assurés sont considérés comme tiers entre eux.

ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHE ET CONSISTANCE DES RISQUES

Pour assurer l'ensemble des opérations dont les caractéristiques sont définies en annexe du CCAP et celles qui feront l'objet de bons de commande dans le cadre du présent accord-cadre, le présent marché a pour objet la souscription d'une police d'assurance Tous Risques Chantier destinée à garantir l'ensemble des intervenants à la construction, pour tous dommages en cours de construction, y compris les dommages aux parties préexistantes aux conditions de garantie figurant ci-dessous, sans recours contre lesdits intervenants et leurs assureurs

ARTICLE 4 : BIENS ASSURES

4.1 - Ouvrages neufs :

Sont assurés l'ensemble des ouvrages faisant l'objet de travaux et leurs équipements de tous ordres (y compris mobiliers et installations techniques). La garantie s'étend aux matériaux, matériels et équipements destinés à être incorporés à l'ouvrage définitif, qu'ils soient ou non mis en œuvre, dès leur déchargement sur le site ou ses abords immédiats. Sont également couverts :

- Les contrôles et essais de toute nature, quel que soit leur nombre ;
- Les ouvrages et équipements provisoires (échafaudages, coffrages, bases vie) spécifiquement conçus ou installés pour l'exécution des travaux ;
- Les installations de chantier et les résultats des travaux préparatoires (terrassements, démolitions).

4.2 - Ouvrages existants

Sont garantis les ouvrages immobiliers préexistants à l'ouverture du chantier :

- Sur, sous, ou dans lesquels sont exécutés les travaux neufs, tels que définis dans les opérations recensées en annexe du CCAP ou précisées dans les bons de commande émis sur le fondement du présent accord-cadre ;

- Ainsi que les parties de bâtiments attenantes (existants par contact) pouvant être affectées par les travaux liés à ces mêmes opérations. »

ARTICLE 5 : DOMMAGES MATERIELS

Toute détérioration, altération, destruction, perte ou **disparition** d'une chose ou d'une substance.

ARTICLE 6 : SINISTRE

Tout événement dommageable susceptible d'entraîner la garantie du présent contrat. Constituent un seul et même sinistre, les dommages provenant d'un même événement ou d'une même cause technique initiale et se produisant simultanément.

ARTICLE 7 : REPARATION

Par réparation, il faut entendre l'ensemble des travaux, fournitures, études techniques et honoraires (MOE, Contrôle technique, CSPS, expertises) qu'il convient de réaliser après la survenance de dommages pour réparer ou reconstruire à l'identique les biens endommagés ou détruits.

Si la réparation ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible ou n'est plus autorisée par la réglementation, la réparation s'entend de tous travaux et études nécessaires pour que l'ouvrage redevienne conforme à sa destination d'origine, avec un niveau de qualité ou des performances techniques équivalentes. La réparation comprend également : Les mesures conservatoires et d'urgence nécessaires pour préserver les biens après sinistre ainsi que ; les surcoûts liés à la mise en conformité de l'ouvrage avec les lois, règlements et normes en vigueur au jour de la reconstruction (normes environnementales, thermiques, accessibilité ou sécurité incendie).

ARTICLE 8 : DEFINITION DE LA FRANCHISE

La franchise correspond à la part du dommage restant à la charge des assurés, dont le montant est fixé à l'Acte d'Engagement.

Elle est déduite de l'indemnité versée par l'assureur pour chaque sinistre.

ARTICLE 9 : PERIODE DE CONSTRUCTION

La période de construction s'entend, pour chaque opération déclarée dans le cadre du présent accord-cadre, comme la période comprise entre :

- la date effective de commencement des travaux, matérialisée par la déclaration d'ouverture de chantier (DOC), ou à défaut par le premier ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, ou, en l'absence de tels documents, par tout acte ou élément établissant le début effectif des travaux, y compris les travaux préparatoires, installations de chantier, démolitions ou interventions sur existants ;

et

- la date de réception des ouvrages, matérialisée par le procès-verbal contradictoire signé par le maître d'ouvrage ou son représentant habilité.

La garantie s'applique à l'ensemble des opérations de construction, reconstruction, réhabilitation, restructuration, rénovation, déconstruction ou aménagement.

ARTICLE 10 : RECEPTION

La réception s'entend de l'acte par lequel le maître d'ouvrage, ou le maître d'ouvrage délégué agissant en son nom et pour son compte dans le cadre de son mandat, accepte l'ouvrage avec ou sans réserves, conformément à l'article 1792-6 du Code civil.

Elle est matérialisée par un procès-verbal contradictoire signé par le maître d'ouvrage ou son représentant habilité.

La prise de possession, l'occupation, l'utilisation ou la mise à disposition, totale ou partielle, de l'ouvrage ou d'une partie d'ouvrage, par le maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage délégué ou toute personne ayant la qualité d'assuré, ne constitue pas une réception au sens du présent marché. Il en est notamment ainsi en cas d'installation ou d'exploitation de bureaux de chantier.

L'assureur renonce expressément à tout recours contre le maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage délégué, les assurés et leurs sous-traitants du fait de telles situations.

La réception partielle d'un ouvrage ou d'un lot ne met pas fin à la garantie pour les parties non réceptionnées.

ARTICLE 11 : PERIODE DE MAINTENANCE

La période de maintenance commence le jour de la réception effective du plus tardif des lots de chaque opération et s'achève 12 mois après cette date, sauf disposition particulière du marché.

TITRE II - ETENDUE DES GARANTIES

ARTICLE 12 : GARANTIES

12.1 - Dommages aux biens assurés

Le présent contrat garantit aux assurés le paiement d'une indemnité correspondant à la réparation des dommages matériels affectant les biens assurés pendant la période de garantie, à l'exception de ceux expressément visés aux exclusions de l'article 13.

12.1.1 Pendant la période de construction

Dommages aux ouvrages neufs ou existants

Sont notamment garantis, à titre énonciatif et non limitatif, les dommages résultants :

- d'erreurs de conception, de calcul, de plan, de fabrication, de stockage ou de mise en œuvre, y compris les dommages affectant la partie viciée ;
- de vice de matière ou de matériaux ;
- de fausses manœuvres, négligences, maladroites, imprudences ou malveillance de toute personne, y compris les préposés des assurés ;
- d'effondrement total ou partiel des ouvrages assurés, quelle qu'en soit l'origine, ainsi que les dépenses engagées pour prévenir une menace grave et imminente ;
- d'incendie, explosion, foudre, dégâts des eaux, gel, grêle, tempête, glissement ou affaissement de terrain, et plus généralement de tout événement accidentel extérieur ;
- d'impact, y compris par engins de chantier ou véhicules ;
- de grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage ou vandalisme ;
- de catastrophes naturelles, dans les conditions fixées par la Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 et ses textes d'application.

Les altérations d'aspect sont garanties lorsqu'elles sont la conséquence directe d'un dommage matériel garanti.

Lorsqu'une partie des biens assurés est réceptionnée ou mise en service, la garantie cesse automatiquement pour cette partie mais continue pour les autres biens assurés.

Cependant, demeurent garantis les dommages causés à la partie d'ouvrage réceptionnée ou mise en service par les parties d'ouvrages non réceptionnées ni mises en service, à l'EXCLUSION TOUTEFOIS DES DOMMAGES POUVANT ETRE GARANTIS ou ENTRER DANS LE CHAMP D'APPLICATION DES POLICES D'EXPLOITATION DES OUVRAGES RECEPTIONNES.

12.1.2 - Pendant la période de maintenance

Pendant la période de maintenance, la garantie demeure acquise pour :

- les dommages causés aux biens assurés à l'occasion des interventions des assurés pour l'exécution de leurs obligations contractuelles ou légales ;
- les dommages trouvant leur origine dans des travaux exécutés pendant la période de construction et révélés durant la période de maintenance.

12.2 - Garanties complémentaires

Il est convenu que sont également garantis les frais nécessaires exposés à l'occasion d'un sinistre, et notamment :

12.2.1 Les frais nécessaires de démolition, de déblaiement, de dépose ou de démontage des biens assurés, d'enlèvement ou d'amenée de terres, de déplacement ou de remplacement de biens meubles ou immeubles.

12.2.2 Le coût des réparations provisoires ou de fortune pour autant que l'Assureur ait donné son accord préalable à l'exécution de telles réparations.

Toutefois, la garantie sera acquise dans le cas où l'urgence de la réparation ne permet pas aux Assurés de prévenir immédiatement l'Assureur, celui-ci devant néanmoins être avisé dans les meilleurs délais.

Sont également compris à ce titre les frais de mesures conservatoires, d'étalement,

d'échafaudage, de clôture provisoire et de gardiennage, de secours, de sauvetage et de pompage (pour le pompage, sous réserve des dispositions de l'exclusion 13.18 du présent CCTP).

12.2.3 Les frais de peinture et de nettoyage du site consécutifs à un sinistre garanti ou à la survenance d'un évènement naturel.

12.2.4 Les frais et honoraires de l'expert choisi et nommé par l'assuré. Toutefois, il est précisé que le remboursement desdits frais par l'assureur n'excèdera jamais :

- ni le montant des honoraires réellement dus,
- ni le montant des honoraires réellement payés par l'assuré,

12.2.5 Les frais et honoraires des hommes de l'art, y compris le bureau de contrôle, chargés des études et missions indispensables à la démolition, à la réparation ou à la reconstruction des ouvrages sinistrés

12.2.6 Les frais supplémentaires de main d'œuvre pour heures supplémentaires, travail de nuit ou pendant les dimanches et jours fériés.

12.2.7 Les frais supplémentaires pour expédition en grande vitesse, y compris par voie aérienne, mais seulement sur les lignes régulières ou transports équivalents et les frais de douane.

12.2.8 Les frais de recherche de fuites engagées par l'assuré pour rechercher ou détecter une fuite qui a été constatée et ceux exposés pour accéder à ladite fuite et remettre en état les biens après réparation.

12.2.9 Les frais engagés par l'assuré pour refaire tous plans ou dessins qui auraient été perdus ou endommagés.

12.3 Disposition particulière

ARRET TEMPORAIRE TOTAL OU PARTIEL DES TRAVAUX

Les garanties demeurent acquises de plein droit en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux dû à des intempéries ou à des congés annuels. Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de 2 mois. Ce délai est prorogeable sur demande du pouvoir adjudicateur, sous réserve d'informer l'Assureur des raisons de cet arrêt et des dispositions de sécurité prises sur le chantier.

ARRET DEFINITIF TOTAL OU PARTIEL DES TRAVAUX

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le pouvoir adjudicateur en informe l'Assureur dans un délai maximum de **15 jours** à partir du moment où il en a connaissance. L'assureur remboursera alors la portion de prime correspondant à la période de garantie non courue, proportionnellement à la partie d'ouvrage concernée.

ARTICLE 13 : EXCLUSIONS

EU EGARD A LA FORMULE « TOUT SAUF » ADOPTÉE, IL EST EXPRESSEMENT CONVENU

QUE TOUT CE QUI NE FAIT PAS L'OBJET D'UNE EXCLUSION FORMELLE EST GARANTI AU TITRE DU PRESENT CONTRAT.

IL APPARTIENT DONC A L'ASSUREUR D'APPORTER LA PREUVE DE L'APPLICATION DE L'EXCLUSION QU'IL INVOQUE. TANT QUE CETTE PREUVE N'EST PAS RAPPORTEE, LA GARANTIE EST ACQUISE A L'ASSURE.

IL EST EN OUTRE PRECISE QUE L'EXCLUSION NE PEUT ETRE INVOQUEE QUE DANS LA MESURE OU L'EVENEMENT DOMMAGEABLE TROUVE SON ORIGINE EXCLUSIVE DANS LADITE EXCLUSION.

SONT SEULS EXCLUS DES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT :

13.1 LES DOMMAGES RESULTANT DU FAIT INTENTIONNEL OU DU DOL COMMIS PAR LA DIRECTION DE L'ASSURE OU AVEC SA COMPLICITÉ. TOUTEFOIS, LA GARANTIE RESTERA ACQUISE AUX ASSURES QUI N'ONT PAS COMMIS LE FAIT INTENTIONNEL OU LE DOL, ETANT PRECISE QU'UN RECOURS SERA POSSIBLE CONTRE L'AUTEUR.

13.2 LES DOMMAGES RESULTANT DE FAITS DE GUERRE ETRANGERE OU DE GUERRE CIVILE.

Toutefois demeurent garantis les pertes ou dommages :

- causés par missiles et/ou mines et/ou bombes et/ou autres explosifs n'ayant pas été découverts au moment du commencement des travaux dans la mesure où il n'existe pas d'état de guerre dans le pays où les travaux assurés sont exécutés.
- causés en temps de paix par obus et/ou missiles lancés au départ de terrains d'entraînement militaire et / ou d'avions militaires.

13.3 LES DOMMAGES OU LEUR AGGRAVATION CAUSES PAR LES EFFETS DIRECTS OU INDIRECTS D'EXPLOSIONS, DE DEGAGEMENT DE CHALEUR, D'IRRADIATIONS PROVENANT DE TRANSMUTATION DE NOYAUX D'ATOMES OU DE LA RADIO-ACTIVITE AINSI QU'AUX EFFETS DE RADIATIONS PROVOQUES PAR L'ACCELERATION ARTIFICIELLE DE PARTICULES. Par dérogation à ce qui précède, ne sont pas exclus les dommages causés par les sources de rayonnement ionisants utilisés ou destinés à être utilisés hors d'une installation nucléaire, dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage et détenue dans un établissement non classé au sens de la loi n° 76-663 du 19.7.1976 (Sources classées par la CIREA : S1,S2 et L1,L2.).

13.4 LES AMENDES PENALES ET FRAIS Y RELATIFS.

13.5 LES DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR LES OUVRAGES AYANT MOTIVE DES RESERVES DU MAITRE D'OEUVRE OU DU CONTROLEUR TECHNIQUE, LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE MEME DE CES RESERVES.

CETTE EXCLUSION NE PEUT JOUER QU'AVANT LA LEVEE DES RESERVES ET SEULEMENT DANS LA MESURE OU LES INTERESSES N'ONT PAS APPORTE LA DILIGENCE NECESSAIRE, A DIRE D'EXPERTS, POUR REALISER LES ACTIONS PERMETTANT DE LEVER LESDITES RESERVES.

13.6 LES DOMMAGES MATERIELS AUX MATERIELS, OUTILLAGES, ENGINS DE CHANTIER, DONT LES INTERVENANTS ONT LA PROPRIETE OU LA GARDE.

13.7 LA REPARATION DES DOMMAGES MATERIELS A LAQUELLE LES CONSTRUCTEURS SONT TENUS SUR LE FONDEMENT DES ARTICLES 1792, 1792-2 ET 1792-3 DU CODE CIVIL.

13.8 LES DOMMAGES SUBIS PAR DES PARTIES DE L'OUVRAGE ATTEINTES : - SOIT PAR L'USURE MÉCANIQUE, THERMIQUE OU CHIMIQUE, SOIT PAR L'ACTION PROGRESSIVE ET/OU CONTINUELLE DE L'EXPLOITATION OU D'AGENTS DESTRUCTEURS, ET CE, QUELLES QU'EN SOIENT LA CAUSE, L'ORIGINE OU LA MANIFESTATION, TELS QUE : OXYDATION, DÉPÔTS DE ROUILLE, DE TARTRE, DE BOUE, INCRUSTATION, CORROSION D'ORIGINE QUELCONQUE.

Ne sont toutefois pas visés par la présente exclusion, ceux de ces dommages dont la cause, exclusivement fortuite, soudaine et garantie, et la manifestation pourront être considérées comme simultanées.

13.9 TOUS LES FRAIS QUELS QU'ILS SOIENT QUI, EN L'ABSENCE DE DOMMAGE MATÉRIEL, SÉRAIENT ENGAGÉS POUR RECHERCHER OU SUPPRIMER DES DÉFAUTS OU POUR RECTIFIER DES VICÉS DE PLAN OU DE CONCEPTION, OU POUR METTRE LES BIENS FAISANT L'OBJET DES GARANTIES DU PRÉSENT CONTRAT EN CONFORMITÉ AVEC LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DU MARCHÉ ET DU CAHIER DES CHARGES OU POUR APPORTER À CES BIENS UNE MODIFICATION OU UN PERFECTIONNEMENT QUELCONQUE.

13.10 PENDANT LA PÉRIODE DE MAINTENANCE DÉFINIE À L'ARTICLE 11 DU CCTP ET POUR LES SEULS OUVRAGES CONCERNÉS PAR CETTE GARANTIE LES DOMMAGES GARANTIS PAR LES POLICES D'EXPLOITATION SOUSCRITES POUR LES OUVRAGES RÉCEPTIONNÉS, OU À DÉFAUT DE SOUSCRIPTION DESDITES POLICES, LES DOMMAGES QUI ENTRENT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DES POLICES D'EXPLOITATION HABITUELLEMENT SOUSCRITES.

13.11 LES PERTES ET DISPARITIONS CONSTATÉES À L'OCCASION D'UN INVENTAIRE OU D'UN CONTRÔLE.

13.12 LES ENGAGEMENTS FINANCIERS, LES DOMMAGES IMMATÉRIELS, REFUS DE FOURNITURE ET PÉNALITÉS DE TOUTES SORTES, CONTRACTUELLES OU NON, CONSÉCUTIFS OU NON À UN DOMMAGE GARANTI.

13.13 LES PERTES OU DOMMAGES SURVENANT AUX ESPÈCES, VALEURS ET TITRES DE TOUTE NATURE.

13.14 LES DOMMAGES MATÉRIELS SUBIS PAR LE MOBILIER MEUBLANT CONTENU DANS LES BIENS ASSURÉS.

13.15 LES DOMMAGES QUI RÉSULTERAIENT DES PROPRES DÉFAUTS DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES EXISTANTS.

13.16 LES DOMMAGES RÉSULTANT DE L'INOBSERVATION DÉLIBÉRÉE COMMISE PAR LA DIRECTION DE L'ASSURÉ OU LES PERSONNES AYANT REÇU POUVOIR DE CETTE DIRECTION, DES RÈGLES DE L'ART TELLES QU'ELLES SONT DÉFINIES PAR LES RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR, LES DOCUMENTS TECHNIQUES OU LES NORMES ÉTABLIES PAR LES ORGANISMES COMPÉTENTS À CARACTÈRE OFFICIEL, OU DANS LES MARCHÉS DES TRAVAUX CONCERNÉS, étant toutefois précisé que cette exclusion ne s'applique qu'au seul assuré ayant commis l'observation.

13.17 TOUS TRAVAUX D'INJECTION ET TOUTES MESURES DE SÉCURITÉ SUPPLÉ-

MENTAIRES, MEME SI C'EST SEULEMENT PENDANT LES TRAVAUX DE CREUSEMENT QUE L'ON DECOUVRE QUE CES MESURES S'AVERENT NECESSAIRES, sauf ceux nécessaires à la stricte réparation du sinistre.

13.18 LES FRAIS ENGAGES POUR L'ASSECHEMENT DES GALERIES MEME SI LES QUANTITES D'EAU DEPASSENT CELLES QUI ETAIENT PREVUES INITIALEMENT, SAUF ENVAHISSEMENT FORTUIT TEL QUE : INONDATIONS, PLUIES D'ORAGES OU BRUSQUE APPARITION D'UNE RIVIERE SOUTERRAINE NON DECELEE AUPARAVANT.

13.19 LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES PAR UNE PANNE DU SYSTEME D'ASSECHEMENT, SI UNE TELLE PANNE AURAIT PU ETRE EVITEE PAR UN MATERIEL DE RESERVE SUFFISANT. ON ENTEND PAR UN MATERIEL DE RESERVE SUFFISANT, LE MATERIEL DE SECOURS A 100% DES MOYENS DE POMPAGE PREVUS A L'ORIGINE

TITRE III – FONCTIONNEMENT DES GARANTIES

ARTICLE 14 : MONTANT DES GARANTIES

14.1 Dommages aux biens assurés

Le montant de garantie applicable est fixé, pour chaque opération assurée dans le cadre du présent accord-cadre, à concurrence du montant total Hors Taxes prévisionnel de l'opération, comprenant notamment :

- le coût des travaux,
- les honoraires de maîtrise d'œuvre,
- les honoraires des bureaux d'études,
- les honoraires du bureau de contrôle,
- les honoraires du maître d'ouvrage délégué,
- et plus généralement l'ensemble des frais techniques concourant à la réalisation de l'opération.

Ce montant constitue un plafond de garantie par opération.

L'assureur renonce expressément à l'application de la règle proportionnelle de capitaux prévue à l'article L121-5 du Code des assurances.

En cas d'augmentation du coût de l'opération, la garantie est automatiquement ajustée jusqu'à concurrence d'un dépassement de 20% du montant initialement déclaré, sans formalité préalable ni surprime.

Au-delà de ce seuil, le souscripteur s'engage à déclarer le nouveau montant à l'assureur dès qu'il en a connaissance.

14.2 Garanties complémentaires

Les garanties complémentaires sont accordées dans les limites des montants fixés à l'acte d'engagement, par sinistre et par opération, sauf stipulation contraire.

14. 3 Reconstitution de garantie

En cas de sinistre, les capitaux garantis sont réduits du montant des indemnités versées. Toutefois, le Souscripteur pourra demander la reconstitution des garanties à leur niveau initial pour la durée restant à courir du marché.

Cette reconstitution sera formalisée par avenant. L'assureur s'engage à maintenir sa garantie dans l'attente de la régularisation de cet avenant, afin d'assurer la continuité de la protection du chantier.

ARTICLE 15 : MODALITES D'APPLICATION DE LA FRANCHISE

La franchise s'applique par sinistre, tant pendant la période de construction que pendant la période de maintenance.

Lorsqu'un même sinistre met en jeu à la fois la garantie de base et des garanties complémentaires, une seule franchise est appliquée.

ARTICLE 15 : PRISE D'EFFET DES GARANTIES

Pour chaque opération, la garantie prend effet à la date mentionnée sur l'ordre de service (OS) n°1 ou à la date réelle de début des travaux si elle est antérieure. La garantie s'applique également aux parties d'ouvrages réalisées antérieurement à cette date, sous réserve que le sinistre survienne après la prise d'effet et que l'assuré n'ait pas eu connaissance du dommage au moment de la souscription. La charge de la preuve de cette connaissance incombe exclusivement à l'assureur.

ARTICLE 16 : DUREE DES GARANTIES

16.1 Pendant la période en cours de construction / réhabilitation

La garantie couvre chaque opération depuis le début effectif des travaux (ou interventions de réhabilitation) jusqu'à la réception définitive de l'ouvrage ou du lot concerné. La durée initialement déclarée à la souscription est prévisionnelle.

En cas de dépassement de cette durée :

- Le souscripteur informe l'assureur dès qu'il en a connaissance, au plus tard dans un délai d'un mois après la date initialement prévue de réception définitive de l'ouvrage.
- La garantie demeure acquise automatiquement pendant 2 mois supplémentaires, sans surprime, pour chaque opération.
- Au-delà, la garantie continue pendant la période nécessaire moyennant surprime calculée au prorata temporis sur la base du taux figurant à l'acte d'engagement, appliquée par opération et non globalement.

16.2 Pendant la période de maintenance

La période de maintenance commence le jour de la réception effective du plus tardif des lots de chaque opération et s'achève 12 mois après cette date, sauf disposition particulière du marché.

Si la période de construction ou de réhabilitation est prolongée, la période de maintenance est décalée d'autant pour chaque opération concernée.

ARTICLE 17 : RESILIATION

17.1 Modalités de résiliation

Les conditions et délais de résiliation (pour non-paiement, déclaration inexacte, abandon de projet ou préavis de l'assureur) sont ceux fixés à l'Article 15 du CCAP.

17.2 Renonciation à la résiliation après sinistre

L'assureur renonce expressément à la faculté de résilier le contrat ou l'un de ses lots à la suite de la survenance d'un sinistre.

17.3 Continuité de la garantie

Conformément au CCAP, en cas de dénonciation du contrat par l'assureur, ce dernier s'engage à maintenir les garanties aux conditions initiales pendant la période nécessaire à la passation d'un nouveau marché, dans la limite de douze (12) mois.

ARTICLE 18 : PRIME

18.1 Détermination de la prime

Pour chaque opération détaillée en annexe du CCAP ou faisant l'objet d'un bon de commande dans le cadre du présent accord-cadre, il est perçu une prime dont le montant est déterminé par application du taux figurant à l'acte d'engagement. Cette assiette est constituée du montant HT :

- des travaux tous corps d'état,
- des honoraires techniques (architectes, bureaux d'études, ingénieurs-conseils, bureau de contrôle et autres techniciens).

La prime ainsi déterminée est réputée couvrir l'intégralité des garanties prévues au présent marché pour l'opération considérée.

18.2 Variation de la prime

La prime ne fera l'objet d'une variation, à la hausse ou à la baisse, que dans les seuls cas suivants :

- Si le montant définitif de l'opération arrêté après la réception des ouvrages est différent du coût prévisionnel déclaré, le montant de la prime de révision sera calculé au taux convenu sur la différence résultant de la déclaration du coût définitif. La régularisation donne lieu soit à un complément de prime, soit à un remboursement. Le souscripteur transmet le coût définitif dans un délai raisonnable

après la réception.

- Si la durée des travaux est supérieure à la durée initialement déclarée, le montant de la prime complémentaire est calculé au prorata temporis, sur la base du taux contractuel. Une période de tolérance de deux mois est accordée sans surprime. Toute surprime doit être proportionnée à la durée effective de prolongation.
- En cas de modification substantielle et objective du risque, l'assureur peut proposer un ajustement de prime. Cette modification doit être justifiée et acceptée par le souscripteur. À défaut d'accord, le contrat demeure applicable aux conditions initiales. L'assureur ne peut se prévaloir d'une aggravation s'il a continué à encaisser les primes après avoir été informé du changement.
- Si le souscripteur demande la reconstitution des garanties après sinistre, le montant de la prime sera calculé au taux convenu à la souscription appliqué sur le montant de la garantie principale à reconstituer.

Les mêmes dispositions s'appliquent à la prime afférente à la garantie « maintenance ».

Lorsque l'application des termes de la police donne lieu à émission de prime en complément ou à remboursement, le marché d'assurance fera l'objet d'un avenant.

18.3 Modalités de règlement de la prime

La prime dont le montant est précisé à l'acte d'engagement est appelée par le titulaire en une seule fois. Elle fait l'objet de l'émission d'un avis d'échéance correspondant à son enregistrement comptable.

Les primes visées à l'article 18.2. ci-avant sont également appelées, le cas échéant, en une seule fois, avec pour chacune d'entre elles émission d'un avis d'échéance correspondant.

ARTICLE 19: SINISTRE

19. 1 Déclaration du sinistre

Les assurés s'engagent à déclarer à l'assureur tout sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat, dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 15 jours ouvrés à compter du moment où le souscripteur (ou son représentant sur le chantier) en a eu connaissance.

Toutefois, l'assureur autorise l'assuré à ne pas déclarer immédiatement les sinistres dont le montant estimé est manifestement inférieur à la franchise, ou qui ne semblent pas couverts. En conséquence, l'assureur renonce à se prévaloir de toute déchéance pour déclaration tardive, sauf s'il prouve que ce retard lui a causé un préjudice réel.

La déclaration devra préciser la description et les circonstances du sinistre, et l'indication des mesures conservatoires prises en raison de l'urgence pour en limiter l'importance et les conséquences et préserver les objets non atteints ou retrouver les objets disparus.

19.2 Expertise

L'assureur s'engage à désigner un expert dès réception de la déclaration de sinistre et au plus tard dans les 5 jours ouvrés.

La mission de l'expert consiste à constater les dommages, en rechercher les causes, évaluer le coût des réparations et établir les rapports nécessaires à l'information des parties. Afin de ne pas entraver la poursuite du chantier, l'expert intervient immédiatement dès sa nomination pour permettre le début des travaux de réparation ou la mise en œuvre de mesures conservatoires. L'assuré s'engage, avant l'intervention de l'expert, à conserver les pièces endommagées ou à remplacer et à fournir au plus tôt un devis des réparations envisagées avec leur coût.

L'expert intervient dans les meilleurs délais pour permettre la reprise des travaux. L'assureur s'engage à obtenir le dépôt du rapport (préliminaire ou définitif) au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la remise par l'assuré de l'ensemble des pièces et devis permettant de conclure.

Cette procédure ne fait pas obstacle à la désignation par l'assuré de son propre expert dont les honoraires sont pris en charge dans les limites de l'article 12.2.4 ci-dessus.

19.3 Règlement des indemnités

L'assureur s'engage à prendre position au plus tard dans les dix jours qui suivent le dépôt du rapport d'expertise et à indemniser l'assuré dans la limite des sommes garanties par le contrat au plus tard dans les quinze jours qui suivent sa prise de position.

L'indemnisation sera établie en fonction du coût de reconstruction, de réparation ou de remplacement à neuf, au jour et au lieu de la réparation des biens sinistrés. Elle s'effectuera sur une base hors TVA.

Le règlement sera effectué par l'assureur soit au souscripteur, soit aux assurés désignés par écrit par le souscripteur.

Lorsque des recherches ou travaux sont demandés par l'expert, dans le cadre de sa mission, il est convenu que l'assureur en assumera le règlement directement auprès du ou des intervenant(s) en charge de les réaliser.

19.4 Abrogation de la règle proportionnelle de capitaux

L'assureur reconnaît avoir eu parfaite connaissance des éléments du risque assuré.

De ce fait, le contrat jouera au premier franc, sous réserve de l'application de la franchise, étant précisé que la règle proportionnelle de capitaux, prévue à l'article L 121-5 du Code des Assurances n'est pas applicable aux garanties du présent contrat.

19.5 Recours

L'assureur déclare renoncer à tous recours contre tous participants à l'opération de construction ainsi que contre leurs assureurs pour autant que le montant de leurs travaux

et/ou prestations soit incorporé à la somme assurée. L'assureur conserve tous recours à l'encontre des fournisseurs ou des tiers n'intervenant pas sur le site. Dans ce cas, l'assureur s'engage à engager les recours éventuels, y compris pour le montant de la franchise, laquelle sera ensuite reversée à l'assuré en cas d'aboutissement de l'action engagée. Pour permettre l'exercice du recours au niveau de la franchise, l'assureur reçoit mandat de la part de l'assuré.

En cas de contentieux, l'assureur s'engage à solliciter l'intervention des avocats de l'assuré, sauf en cas de conflit d'intérêt entre les parties (Assuré/Assureur).

L'assureur s'interdit d'invoquer l'existence de tout autre contrat d'assurances pour refuser ou différer son intervention et son indemnisation dans tout sinistre susceptible d'entrer dans le cadre des garanties du présent contrat. L'assureur indemniserà l'assuré de la même façon que si les autres assurances n'avaient jamais existé.

ARTICLE 20 : PRESCRIPTION

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance, dans les conditions fixées par les articles L. 114-1 à L. 114-3 du Code des assurances.

La prescription est interrompue par l'une des causes ordinaires d'interruption (notamment toute action en justice, même en référé) ainsi que par : l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique avec accusé de réception et ou ; la désignation d'un expert par l'assureur.

ARTICLE 21 : DROIT DE COMMUNICATION ET DE RECTIFICATION

Les assurés peuvent demander communication et rectification de toute information les concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de l'assureur ou à celui de ses mandataires, des réassureurs et organismes professionnels concernés. Ces droits peuvent être exercés directement auprès de l'assureur apériteur ou de son mandataire désigné.

ARTICLE 22 : CO-ASSURANCE

Les assureurs donnent tous pouvoirs à l'apériteur pour gérer en leur nom le présent contrat, à ce titre donner leur accord sur toute modification et conviennent de lui confier le soin d'encaisser les primes, de recevoir avis des sinistres, de procéder à leur règlement et de payer les indemnités auxquelles chaque assureur contribuerait pour sa part.